

Raison sociale : .....

Adresse : .....

Téléphone : .....

SIRET : .....

Code-risque : .....

Effectif total de l'entreprise (SIREN) : .....

Activité de l'entreprise : .....

### Je soussigné(e), représentant(e) légal de l'entreprise,

Nom : ..... Prénom : .....

Fonction : .....

Courriel 1 : .....@.....

Courriel 2 : .....@.....

Tél : ..... Portable : .....

**Déclare sur l'honneur** (toute fausse déclaration est passible de sanctions et du non-paiement de l'aide ou du remboursement de l'aide accordée) :

- avoir pris connaissance des conditions d'attribution de la Subvention prévention et les accepter
- que mon entreprise, tous établissements confondus, comporte entre 1 et 49  
Le nombre de salariés à la date de demande s'élève à : .....  
*Une attestation URSSAF de moins de 6 mois est à joindre avec la demande*
- que mon entreprise est à jour de ses cotisations URSSAF au titre des établissements implantés dans la circonscription de la caisse
- que, pour l'établissement objet de la demande, mon entreprise adhère au Service de Santé au Travail suivant :  
.....
- que le document unique d'évaluation des risques (DUER) de mon entreprise a été mis à jour depuis moins d'un an (les entreprises de moins de 11 salariés sont exonérées de cette obligation de mise à jour annuelle), et qu'il est à la disposition du service prévention de la Carsat Bourgogne-Franche-Comté  
Date de sa dernière mise à jour (jj/mm/aa) : .....  
*Pour rappel, ce document peut être réalisé en utilisant les outils d'aide à l'évaluation des risques préconisés par l'Assurance Maladie – Risques professionnels (OIRA ...)*
- que les instances représentatives du personnel de mon établissement ont été informées de la démarche engagée pour bénéficier de cette Subvention Prévention
- avoir communiqué le cahier des charges de l'Assurance Maladie – Risques professionnels (si existant) à l'entreprise émettrice du/des devis

- acquérir en **propriété intégrale** (pas de location, leasing...) des équipements neufs (non reconditionnés) et conformes à la réglementation en vigueur ;
- ne pas avoir sollicité une autre subvention auprès d'un opérateur public pour le même investissement.

### Je vous adresse pour faire ma demande de subvention

- Attestation URSSAF intitulée « Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales » datant de moins de 6 mois
- RIB au format électronique en PDF. Si la raison sociale du RIB est différente de celle de l'établissement, apposer le cachet de l'entreprise
- Devis avec mention de la conformité au cahier des charges (si existant). *(uniquement pour les réservations)*  
Montant total des devis :   
Date prévisionnelle de livraison du dernier achat (jj/mm/aa) :

### Je vous adresse pour le versement de la subvention

- Bon de commande avec mention de la conformité au cahier des charges (si existant)
- Facture(s) avec mention de la conformité au cahier des charges (si existant)
- Bon(s) de livraison uniquement pour les équipements subventionnés
- Extraits des relevés bancaires avec l'identité du titulaire du compte, l'IBAN et les montants de l'investissement apparents. Les lignes concernant les autres opérations peuvent être masquées

### Pièces complémentaires spécifiques pour le versement de cette subvention :

- Attestation sur l'honneur de l'employeur (Annexe 2)** de délivrance de l'information sur les risques d'une formation à l'utilisation et à l'entretien de l'équipement, du maintien en bon état et de la vérification annuelle de l'installation signée par l'entreprise
- Attestation sur l'honneur du fournisseur (Annexe 3)**, d'un organisme agréé ou d'une structure compétente portant sur la conformité au cahier des charges des valeurs mesurées à la réception de l'installation **ou** rapport de vérification
- En cas de financement de la vérification** : Rapport d'un organisme agréé ou d'une structure compétente portant sur la conformité au cahier des charges des valeurs mesurées à la réception de l'installation

Fait à  le

Signature obligatoire et cachet de l'entreprise  
*Attestation obligatoirement signée  
par l'un des représentants légaux de l'entreprise*